

PRESIDENCE DU FASO



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

**QUINZIEME CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION-CADRE DES
NATIONS UNIES (COP 15) ET A LA CINQUIEME CONFERENCE DES PARTIES
SERVANT DE REUNION AU PROTOCOLE DE KYOTO (COP/MOP 5),**

Copenhague, le 17 décembre 2009

**DECLARATION DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR LE PRESIDENT DU FASO**

- **Monsieur le Président de la Conférence;**
- **Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;**
- **Distingués délégués.**

Après deux ans d'âpres négociations entamées à Bali sur l'avenir du climat mondial. Le monde entier et particulièrement les populations africaines attendent de Copenhague que des réponses adéquates soient apportées à leurs légitimes préoccupations.

Je voudrais donc vous saluer, ainsi que le Gouvernement et le peuple danois, pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui ont été réservés à ma délégation.

Monsieur le Président,
Distingués délégués,

Ce réchauffement planétaire est la principale cause des changements climatiques dont les manifestations sont fortement ressenties par nos populations à travers les phénomènes climatiques extrêmes, notamment les vents violents, les sécheresses, les vagues de température, les inondations.

Ainsi, le Burkina Faso, à l'instar d'autres pays de l'Afrique et du reste du monde, a été frappé en septembre 2009, par des inondations sans précédent.

Les interrogations sans réponse satisfaisantes des populations ainsi que les interpellations dont nous sommes régulièrement l'objet, la forte probabilité d'un futur climatique sombre pour des pays sahéliens comme le nôtre, nous amènent à considérer et à réaffirmer notre droit à la justice climatique, au développement durable, au bien être, en un mot, à la vie.

Mesdames, Messieurs,

Mon pays reste solidaire de la position commune africaine. Conformément au principe de la Convention sur la responsabilité historique, commune mais différenciée, le Burkina Faso attend donc des pays développés, des engagements chiffrés de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 45% d'ici 2020 par rapport à 1990 à l'effet d'obtenir un niveau de température n'excédant pas 1,5°C. Les pays en développement sont également encouragés à entreprendre des actions en vue d'infléchir leurs tendances d'émission. Aussi, voudrai-je inviter les pays émergents à des efforts de réductions volontaires de leurs émissions de gaz polluants. Dans cette optique et au regard de la performance de son économie, il serait pertinent que la République de Chine Taïwan puisse avoir l'opportunité de participer significativement à l'effort de la communauté internationale pour la stabilisation des concentrations des gaz à effet de serre.

Monsieur le Président,

Cette conférence de Copenhague est une étape décisive pour réfléchir ensemble, sur d'autres modèles de développement fondés sur les économies à faible émission de carbone, dans un contexte de développement durable.

Sur le continent africain, la diversité des écosystèmes nous interpelle sur des actions ciblées, au regard des particularités écologiques. Les forêts du bassin du Congo doivent être absolument préservées. De même, la dégradation des écosystèmes et des terres au Sahel et dans les savanes devraient requérir une forte contribution de la communauté internationale.

Aussi, l'érosion côtière, constitue-t-elle une des préoccupations à laquelle il faudrait apporter des réponses appropriées.

C'est pourquoi, le Burkina Faso, en prélude à ces négociations, a abrité, en octobre 2009, le forum mondial sur le développement durable. Il s'agissait de réfléchir sur les opportunités qu'offrent les changements climatiques dans la perspective d'un

développement durable. Le forum a abouti à une Déclaration de Ouagadougou qui vient consolider la position commune africaine.

Pour ce faire, le Burkina Faso s'engage à porter les conclusions du forum de Ouagadougou, au nombre desquelles figurent :

- la réévaluation stratégique du soutien à l'agriculture africaine avant l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement, en vue d'une gestion durable des terres, des ressources en eau, des ressources animales et la promotion de l'agriculture écologiquement durable ;
- la création d'une agence africaine d'assurance sur le climat, dotée d'un mécanisme de financement pour la gestion des effets négatifs des phénomènes climatiques ;

Au regard de l'importance de la question financière, le forum m'a sollicité pour l'organisation d'assises financières africaines, courant 2010, afin de faire émerger les régulations économiques et les compensations indispensables à un développement durable du continent.

Monsieur le Président,

Dans cet effort commun de lutte contre les changements climatiques au niveau national, toutes les parties prenantes sont amenées à s'y investir. C'est ainsi que dans la dynamique de la coopération régionale, le Burkina Faso a lancé un vaste programme de partenariat pour la gestion durable des terres et une initiative nationale d'intégration effective des changements climatiques dans les stratégies et plans de développement.

En ce qui concerne mon pays, particulièrement affecté par les effets néfastes des changements climatiques, il est nécessaire que des actions soient prises dans le cadre de la Convention en vue de :

- financer les Programmes d'Action Nationaux d'Adaptation à leurs coûts totaux ;

- prendre en compte la complémentarité des différents écosystèmes mondiaux forestiers de savane, de montagne, du Sahel dans le nouveau mécanisme de Réduction dues à la dégradation et à la déforestation des forêts et intégrant la conservation ;
- répondre efficacement et d'anticiper les phénomènes climatiques ;
- promouvoir les énergies alternatives, en particulier les énergies solaire et hydroélectrique dont l'Afrique regorge.

Mesdames et Messieurs,

Honorables délégués,

Nous sommes ici pour contribuer à la réussite des négociations de Copenhague, afin de parvenir à un compromis fondé sur la justice et l'équité, des valeurs cardinales auxquelles les pays africains restent attachés.

Il est grand temps que des mesures fortes et responsables orientées vers l'action dans le domaine du renforcement des capacités, du transfert de technologies ainsi qu'un mécanisme financier adéquat soient prises.

En conséquence, nous réaffirmons, le caractère urgent d'un fonds d'adaptation qui soit pérenne, prévisible et suffisant pour faire face aux besoins pressants des pays en développement.

En attendant la mise en œuvre effective d'un tel fonds, le Burkina Faso salue l'initiative française « Plan-Justice-Climat » en faveur des pays africains, des pays les moins avancés et des petits Etats Insulaires particulièrement vulnérables aux changements climatiques.

Monsieur le Président,

Distingués délégués,

Je voudrais réaffirmer la nécessité de maintenir et de renforcer les acquis de la Convention et du protocole de Kyoto dans le processus de Copenhague, surtout en ce qui concerne les engagements chiffrés des pays développés pour la deuxième

période d'engagement. Il conviendrait aussi d'insister sur les efforts à fournir par l'ensemble des pays en fonction de leurs capacités respectives.

En cet instant précis, je fonde l'espoir de voir l'ensemble de l'humanité engagée dans la recherche d'une solution globale aux conséquences des changements climatiques. Copenhague ne doit pas être un échec ! Dans cette perspective, je voudrais appeler les pays industrialisés sur leur responsabilité historique parce que disposant à la fois des technologies et des moyens financiers pour faire face aux besoins d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Notre conférence devra s'inscrire dans les annales de notre époque pour marquer un pas décisif vers un meilleur avenir pour nous et pour les générations futures.

Je vous remercie.